

L'INSURRECTION DE 1947 VUE D'ANOSIBE AN'ALA

par

RAZAFIARIVONY Michel¹

De 1986 à 1990, j'ai effectué des travaux de terrain dans la région d'Anosibe an'Ala. Mon sujet de recherche ne concernait pas exactement l'événement de 1947, mais il était impossible de l'ignorer. A chaque enquête, auprès de toute personne, homme ou femme, âgée de plus de 55 ans avec qui j'ai discuté, le problème de cette insurrection revenait toujours. Les uns racontaient ce qu'ils avaient vu et vécu à ce moment-là, les autres présentaient leurs doléances : "Pourquoi, se plaignaient-ils, les anciens combattants de l'armée coloniale française perçoivent-ils aujourd'hui beaucoup d'argent, une centaine de mille francs par mois, alors que nous qui avons combattu pour l'indépendance de Madagascar, le *Fanjakana Malagasy* ne nous donne qu'une petite allocation de rien du tout par an ?". Nous savons tous que la région de Moramanga a été une des plus importants sinon le premier foyer de l'insurrection de 1947.

Rappelons qu'Anosibe an'Ala est actuellement un *fivondronana* (une sous-préfecture) ayant une superficie de 2 660 km². C'est, comme son nom l'indique, une région forestière dont le chef lieu, la petite ville d'Anosibe se trouve à 70 km seulement, au Sud de Moramanga, descendant vers la plaine côtière de l'Est. Fortement enclavée à mi-chemin entre les Hautes Terres Centrales et la côte Est, la seule véritable issue était et reste toujours cette route du Nord vers Moramanga, une route provinciale difficilement praticable jusqu'à maintenant. La population est essentiellement composée de Betsimisaraka. Tout au long du XIX^e siècle et pendant la première période de la colonisation, l'itinéraire Antananarivo-Toamasina passait par Anosibe, ce qui lui donnait une certaine importance économique et même politique.

1. Maître de Conférences à l'Institut de Civilisations/Musée d'Art et d'Archéologie de l'Université d'Antananarivo.
2. Depuis une quinzaine d'années, l'Etat accorde 100 000 FMG par an à chaque combattant de 1947 en reconnaissance à leur lutte pour la patrie.

Dans la présente communication sur les témoignages de la "révolte populaire" (nous verrons plus loin que ce terme est ici parfaitement vérifiée) dans la région d'Anosibe an'Ala, je vais donc m'appuyer sur ces enquêtes de la fin des années 80 et sur une lettre (ajoutée intégralement ici en annexe) qu'un homme d'Eglise, un sexagénaire originaire de la région, m'a envoyée au début de cette année pour expliquer ce "terrible événement", selon l'auteur, de 1947.

Nous allons considérer successivement les origines de l'insurrection, l'événement proprement dit avec la position de l'Eglise, et enfin tirer les conséquences du mouvement chez les Malgaches.

LES ORIGINES DE LA REVOLTE

Dans les années qui précédaient l'événement, le mécontentement de la population grandissait progressivement pour diverses raisons. Chaque homme devait effectuer des travaux "d'intérêt général" situés à des journées de marche de chez eux. Citons pour exemples la construction de routes en premier lieu celle d'Anosibe-Moramanga et le dragage ou le creusement à la main du Canal des Pangalanes¹. Ces réquisitions communément dénommées *pitika* devaient durer légalement, dit-on, un à trois mois, mais la plupart du temps elles s'étiraient sur une bonne partie de l'année dans des conditions presque insupportables, avec des travaux très pénibles comportant des risques énormes alors que la nourriture était insignifiante. Plus d'un y perdit la vie. Ceux qui avaient un peu plus de chance, exécutaient leurs obligations dans les concessions des colons locaux pour la culture du café, ou pour l'exploitation des pierres précieuses, en l'occurrence l'or, ou encore l'extraction de ressources minières telles l'argile, le graphite, etc..

Il fallait se soumettre à ces besognes et travailler dur pendant toute l'année si l'on voulait gagner les 80 francs, *Enina ambin'ny folo Ariary*, montant de l'impôt par tête et pouvoir ainsi éviter les graves ennuis de la part des autorités coloniales. En effet, le non paiement de cet impôt pouvait entraîner des amendes, des coups de crosse ou de cravache des gardes-Indigènes, suivis de la mise en prison à Moramanga, ce qui signifiait la faim, les maladies, et parfois même la mort.

Par ailleurs, le moyen de subsistance de cette population forestière, à savoir la culture du riz sur brûlis ou *tavy* était interdit. On ne pouvait toucher aux forêts sans une autorisation très spéciale. Les gardes forestiers appliquaient scrupuleusement la loi et les récalcitrants étaient par conséquent sévèrement punis, les plants de riz cultivés furent arrachés sans aucune considération par les soldats.

1. Ce canal est appelé par les habitants de la région "Antsondrara", littéralement "Jusqu'aux seins", à cause de la profondeur de l'eau qui rend le travail de dragage très dangereux.

En résumé, toutes les conditions étaient réunies pour provoquer une révolte. La population ne parvenait plus à satisfaire ses besoins vitaux, la haine contre les autorités couvait. Et c'était à cette période d'insatisfaction générale, dans une atmosphère lourde de mépris mêlé également de peur, que des émissaires du M.D.R.M. venus de la Capitale arrivaient pour prêcher la résistance à l'oppression, l'indépendance, la liberté de s'exprimer et d'agir à sa guise, bref de vivre. Toutes les promesses faites par les dirigeants de ce Parti anti-colonial étaient facilement admises par les paysans, puisqu'elles concernaient leurs désirs les plus profonds : la possibilité de faire du *tavy*, la réduction de l'impôt de 80 F à 20 F, le droit à se défendre par des avocats pour éviter la prison et la suppression (ou à la limite la régularisation) des travaux forcés.

L'idée d'une émancipation animait alors la population qui s'est mise à préparer la guerre. Les anciens combattants dans l'armée française étaient nommés à la tête des troupes avec des grades de maréchal, général, colonel, etc. Les jeunes gens s'engageaient volontairement dans l'"armée paysanne" pour être formés, à défaut de fusil, au maniement du javelot. Ils étaient appelés *Maro Salohy*, les "Nombreux Javelots". Les *tangalamena*, gardiens respectés des traditions et des choses sacrées dans chaque village, les seuls à pouvoir communiquer avec les ancêtres, leur donnaient courage en assurant que les balles des militaires ennemis seraient inoffensives, lorsque les combattants plongeaient leur javelot dans de l'eau sacrée avant l'attaque. "Vous n'aurez qu'à crier, répétaient ces sages aux soldats, *rano! rano!* "eau, eau" devant les fusils" - Notons que *rano*, l'eau est le symbole de "la vie" *aina* dans la culture malagasy. Nous pouvons constater cette pensée dans diverses coutumes, dans de nombreuses expressions comme *mitondra rano* pour la femme enceinte ou la bénédiction *tsodrano*. souffler la vie. Aussi n'était-il pas difficile pour les combattants de croire la parole du *tangalamena*, qu'ils seraient immunisés contre la mort envoyée par la balle ennemie. Mis en confiance également, les paysans recommencèrent à pratiquer le *tavy*. Les porteurs quant à eux, refusèrent de faire leur tâche (transporter les autorités de passage en *filanjona*) sans une augmentation de leur salaire, de 3 F 5 centimes à 5 F, et suivant la consigne des chefs du Parti, beaucoup de personnes ne payèrent que 20 F au lieu de 80 F d'impôt.

Malheureusement pour ces derniers, une trentaine d'entre eux, considérés comme de respectables *ray amian-dreny* du village, furent taxés de "rebelles" par les autorités locales et emmenés à Moramanga. Là, ils furent jugés et condamnés, sans avoir obtenu l'assistance d'aucun avocat !

La nuit du 29 mars 1947 et les jours suivants, des combattants des *Maro Salohy* d'Anosibe participaient à l'attaque des garnisons militaires françaises de la région : Moramanga et Lakato.

L'INSURRECTION

Je n'ai pas obtenu assez de renseignements sur le déroulement de l'attaque des garnisons réalisée par les combattants et la riposte des forces coloniales. Je ne m'étendrai donc pas là-dessus, mais me contenterai seulement de rapporter quelques faits que j'ai pu recueillir des paysans qui avaient vécu l'événement.

Le lendemain du 29 mars, les représentants du pouvoir colonial à Anosibe (les chefs de poste, les gardes forestiers,...) ont été féroce~~ment~~ment tués et découpés en morceaux selon des témoins. Et tous ceux qui étaient en relation avec eux, y compris les hommes d'Eglise, leurs assistants, leur famille et leurs gens de maison, étaient obligés de s'enfuir précipitamment dans la forêt.

Beaucoup de villages étaient brûlés, une partie par les "rebelle~~s~~s" mais la plupart par les soldats coloniaux "pacificateurs". Entre autres citons la ville d'Anosibe, qui fut d'abord attaquée par les révoltés puis reprise rapidement par leurs ennemis après un bombardement surprise dit-on, tuant un nombre considérable de personnes assemblées sur la grande place du marché. Inconscientes du danger, elles étaient venues pour voir l'avion.

Il s'avère bien difficile d'estimer le nombre exact des victimes de la guerre dans la région d'Anosibe an'Ala comme dans les autres régions de l'île, mais ce qui est sûr, c'est que les personnes mortes de froid, de maladie, de faim et de peur dans la forêt comptaient autant sinon plus de victimes que les tuées par les armes. En effet, la lutte n'avait pas duré longtemps, tout le monde devait s'enfuir dans la forêt pour éviter les soldats. Ces fuyards étaient, raconte-t-on, obligés de se déplacer chaque jour, accompagnés de femmes et d'enfants avec leurs objets quotidiens en particulier la marmite. Le silence était de rigueur, il était impossible de faire cuire quelque chose sans prendre une grande précaution afin de cacher la fumée qui inévitablement, signifierait votre présence : même les coqs étaient gardés dans des trous pour étouffer leur chant. Si par hasard on trouvait du paddy, il fallait décortiquer les grains un à un à la main. Mais généralement ils n'avaient pas le choix, tenaillés par la faim, les gens mangeaient ce qu'ils trouvaient sur leur chemin : feuilles, tiges, racines, animaux sauvages. Cette vie errante "dans le noir" dans la forêt avait duré une à deux années.

Lorsque l'année suivante, fin 1948, les autorités coloniales appelaient les gens à revenir aux villages et "se repentir", très peu répondirent au début par peur des représailles. Mais progressivement, pressés par cette vie bien précaire des forêts et encouragés par les guides nationaux qui, servant de bouclier humain, précédaient les soldats coloniaux "pacificateurs", les paysans vinrent se soumettre aux autorités.

Néanmoins, le retour à la vie normale ne se passait pas sans encombre. Les "repentis" devaient prouver leur "bonne foi", c'est-à-dire accomplir leur devoir envers la colonie : travailler dans les concessions et dans la construction des routes surtout les tracés du trajet Anosibe-Moramanga actuel (71 km), ainsi que les routes internes de la circonscription rejoignant les principales localités appelées aujourd'hui *firaisana*.. En fait, les conditions étaient pires qu'avant l'insurrection : le travail au champ commençait à l'aube et durait jusqu'au coucher du soleil, avec une courte interruption d'une demi-heure à midi pour manger un morceau de manioc ! Quelques-uns succombèrent encore à ces conditions. Les femmes participaient également à la "repentance", elles allaient travailler dans les plantations de manioc, au reboisement imposé ou bien dans les camps s'occuper des chefs de troupe, en tant que bonnes à tout faire...

Une présence permanente au village, avec un domicile fixe était obligatoire pour tout le monde. Rester à l'extérieur, au champ, était considéré comme suspect, car cela veut dire faire du *tavy*. Cette forme de culture nécessite en effet un soin continu sur place, qui obligeait le paysan à demeurer à côté dans une case saisonnière. Il était donc nécessaire de reconstruire les villages selon les instructions des autorités : les maisons devaient respecter certaines dimensions, bien espacées les unes des autres et alignées de part et d'autre d'une grande allée centrale qui à la fois servait de *kianja*, lieu des grandes réunions et de route ou de chemin reliant le village aux villages voisins. C'est la raison pour laquelle, maintes localités sont maintenant appelées *Lavakianja* "la Longue place" ou *Tanambao* "le Nouveau village". Cette nouvelle disposition des cases avait pour but moins l'amélioration de l'état sanitaire des villageois que la facilitation de leur surveillance et la sécurité des agents de l'Administration.

L'Eglise dans l'insurrection

Nous parlerons ici plus particulièrement de la Mission Anglicane qui, la première (la Mission Protestante Française lui ayant cédé la place) avait évangélisé cette région depuis la fin du XIXe siècle.

L'Eglise avait une inconfortable position pendant cette période : d'un côté les Malgaches la rejetaient, et de l'autre les autorités coloniales se méfiaient d'elle. Officiellement et par principe, l'Eglise n'a pas participé à cet événement. Mais réellement, elle avait enseigné, exercé des actions et pratiques qui aux yeux des Malgaches leur donnait une impression de "collaborer" avec les oppresseurs. Avant 1947, la plupart du temps les sermons exhortaient les chrétiens à s'aimer, à éviter la violence, à respecter les autorités... Les gens qui travaillaient à l'Eglise ou à l'Ecole des Missions comme les catéchistes, les instituteurs, les porteurs (parce que les prêtres avaient droit à des porteurs dans leur déplacement comme les agents de la colonisation) étaient exemptés des "réquisitions", un privilège considérable aux yeux des paysans. En outre, les garderies et écoles appartenaient presque

toutes aux Missions. Ceux qui étaient sortis de ces écoles, sachant alors lire, écrire et comprenant plus ou moins le français, étaient bien favorisés dans les concessions par rapport à la majorité analphabète. Ainsi, il n'était pas étonnant que dès l'éclatement de la révolte, les bâtiments religieux et les écoles des Missions se trouvaient parmi les premières cibles des combattants. Ils étaient tous profanés et brûlés. Le christianisme lui-même, était considéré comme une religion des étrangers, *fiavavaham-bazaha*, faisant partie des moyens d'oppression des Malgaches. Il fallait éliminer cette religion avec ses serviteurs, et remettre en valeur la religion des ancêtres que ces "étrangers" avaient condamnée, et qu'on avait dû pratiquer un peu en cachette.

Le Doyen des prêtres anglicans de l'époque, dans son rapport, reconnaissait la fragilité de la foi de la population locale dans les termes suivants :

"Toa levona tanteraka ny ara-panahy tamin'izany : nafenina ny Baiboly sy ny Boky Fivavahana ary nangina ny zazavavy mipihira rehetra. Fa ny sampy, ny sikidy, ny ody, ny finoanoam-poana no nampanjakaina... Tapa-kazo no nitokiana ny sasany ho mpiaro azy ary rano mangatsiaka (odi-bala) no nibobohany ho fanafitra amin'ny loza..." (Eklezia Episkopaly Malagasy 1949 : 9)

Tout ce qui touche à l'âme, au spirituel, s'est envolé en fumée : on a caché la Bible et le Livre de Prière et toutes les jeunes filles chanteuses se sont tuées. Talisman, divination, amulettes et superstition ont régné... Certains ont mis leur croyance dans de petits bouts de bois protecteurs, et ont bu de l'eau froide (anti-balle) pour se protéger contre la mort..

Cependant, aux yeux des autorités coloniales, l'enseignement et l'attitude de l'Eglise étaient aussi considérés comme suspects. "Les connaissances octroyées par ces écoles éclairaient les indigènes, affirmaient-elles, et ne faisaient que les inciter à la révolte". Beaucoup de prêtres malgaches étaient accusés de soutenir, directement ou indirectement, les "rebelles" et étaient jetés en prison pendant un temps pouvant aller jusqu'à plusieurs mois.

Seulement, durant les quelques années qui suivirent la sortie de la forêt, aller à l'Eglise faisait partie des critères de jugement du comportement d'un individu par les autorités. Cette attitude montrait que l'homme s'est véritablement repenti, qu'il acceptait les nouvelles valeurs et délaissait le passé traditionnel, révoltant. Un bon nombre de villageois assistait alors aux offices dominicaux plus par nécessité que par réelle conviction. En revanche, lorsque l'Indépendance fut proclamée en 1960, ces "fidèles d'occasion" se sentirent libérés ! Ils se retirèrent pour rétablir les coutumes ancestrales et les chants qualifiés de *vetaveta* indécents par les missionnaires. Pareille attitude fut encore adoptée en 1972, parallèlement au réjet du néocolonialisme et à la poussée de la malgachisation. La situation s'est alors aggravée depuis, les prêtres locaux se plaignaient souvent de l'insuffisance

du personnel. Il devenait de plus en plus difficile de trouver des catéchistes pour diriger les services, parce qu'ils ne gagnaient plus d'avantages matériels comme avant.

On peut dire que l'Eglise continue à subir les conséquences de l'insurrection de 1947. Depuis une dizaine d'années, les différentes congrégations chrétiennes existantes à Anosibe an'Ala réorientent leur méthode d'évangélisation. Malgré tout, la question se pose toujours : est-il nécessaire de réconcilier les valeurs traditionnelles malgaches et la foi chrétienne, et si oui comment le faire ? La réponse dépend de chaque église et même de chaque individu.

LES CONSEQUENCES DE 1947 CHEZ LA POPULATION MALGACHE

L'insurrection de 1947 a laissé aujourd'hui des empreintes lourdes de conséquences qui inévitablement entravent le développement de Madagascar et la vie des Malgaches

Pour la population de la région d'Anosibe an'Ala, il ne peut y avoir de discussion sur l'événement de 1947 : c'était une révolte populaire des Malgaches contre les autorités coloniales. Les causes pour eux étaient claires et bien rationnelles, et non seulement dues à un quelconque "complexe de dépendance" chez les colonisés, une thèse soutenue par Octave Mannoni. Ce dernier fut d'ailleurs vivement critiqué par des chercheurs à l'exemple de l'anthropologue Maurice Bloch (1997). Le combat était mené, non par des sorciers trompeurs mais par de vrais chefs de guerre. Les conditions de vie des Malgaches étaient avant l'insurrection, insupportables économiquement, politiquement et culturellement. Probablement, certaines couches n'avaient pas très bien compris la signification profonde du mot "indépendance", mais de toutes les manières elles cherchaient une émancipation afin de sortir d'une vie de misère et d'étouffement. Leur seule et unique issue était l'élimination des oppresseurs, la destruction du système colonial. La lutte prônée par le parti M.D.R.M. leur offrait cette possibilité et tout le monde s'accrocha désespérément à cette opportunité. Aux hommes qui étaient plongés dans le désespoir, les paroles de ce Parti politique en faisaient relever la tête, leur redonnaient confiance en eux-mêmes, en leurs compatriotes, en leurs traditions et à leurs ancêtres. Ils étaient fermement convaincus que la victoire sur les colonisateurs serait assurée, parce que tous les Malgaches conduits par leurs intellectuels d'Antananarivo, ceux qui savaient parler aux Vazaha, allaient participer à la lutte. Malheureusement, à leurs yeux, ce n'était pas le cas, la lutte a échoué et les répressions étaient terribles.

De cette défaite, nous pouvons expliquer les mentalités suivantes qu'on constate chez l'homme malgache actuellement : l'indifférence aux choses publiques, le repli sur soi-même, la méfiance envers les Merina.

- Les Malgaches ont été profondément déçus par la révolte de 1947. Déjà, auparavant, ils avaient eu peur des autorités. En 1947, ils surmontèrent cette peur et osèrent discuter de leurs conditions socio-économiques. Ils essayèrent de provoquer un changement, mais cette attitude leur a coûté cher, leurs parents en ont perdu la vie... Ils redevenaient ainsi terrorisés par la politique, les agents de l'Etat *Fanjakana*. L'expression *ireo mpanao Fanjakana*, "ceux qui font l'Etat" pour désigner les personnalités politiques illustre bien cette considération. Désormais, les affaires politiques sont vues comme un domaine privé réservé aux autres, à une certaine catégorie de gens, aux autorités en place. Les parents recommandent vigoureusement à leurs enfants de ne pas faire de politique, "parce que c'est dangereux, ce n'est pas sûr, il faut rester tranquille et accomplir consciencieusement son travail. Mieux vaut ne pas contrarier les autorités en place surtout lors des élections". D'où les résultats des différentes élections successives qui se rapprochent souvent des 100% surtout en milieu rural. Ce n'est qu'avec les jeunes générations des années quatre vingt dix que cette mentalité a vraiment changé.

- Après 1947, la répression et la politique coloniale aidant, les Malgaches se sont repliés sur eux-mêmes, n'osant plus se révolter ni même contredire et se contentent des conditions présentes, aussi mauvaises soient-elles. Cet événement a renforcé la façon de penser contenue dans les *ohabolana* du type *tano ny azo fa sarotra ny mila* "contente-toi de ce que tu as, c'est très risqué de chercher autre chose"! L'esprit d'initiative et de concurrence fait toujours défaut malgré l'option actuelle du libéralisme dans la politique économique. Les Malgaches n'aiment guère discuter, ils préfèrent se taire et accepter, jusqu'au moment où ils n'arrivent plus à le supporter, et là c'est l'explosion comme les soulèvements de 1972 et de 1991 qui entraînerent un changement de régime

- L'insurrection de 1947 a rassemblé les Malagasy en une "nation". Par contre, son échec a accentué le repli sur soi, la mise en valeur de son groupe *foko*, ici le Betsimisaraka, et par conséquent la méfiance ou quelquefois même le mépris des autres groupes, en l'occurrence les Merina. Les Betsimisaraka d'Anosibe an'Ala, pour ne parler que d'eux, se sentaient trahis par les chefs, le Comité Central d'Antananarivo auquel ils avaient mis toute leur confiance. La domination des Merina pendant le XIXe siècle, avant la colonisation, avait été presque oubliée à la veille de 1947. Au contraire, les Merina étaient élevés sur un piedestal, ils étaient vus comme les plus intelligents, les sages des Malgaches qui pouvaient se mesurer avec les Français. Malheureusement, ils s'étaient disaient-on désistés, ils avaient laissé les autres Malgaches se faire massacrer par les étrangers, les soldats de la colonie, les *Sonagaly*... Les combattants de la campagne dans la forêt d'Anosibe an'Ala et de Moramanga ne comprenaient pas ce désistement du Bureau Central du Parti au dernier moment. Ils ne pouvaient savoir les complications stratégiques au sommet, leur conclusion était simple "les Merina sont des gens malins, *fetsifetsy*, il est difficile de leur faire confiance". La propagande coloniale après l'insurrection

RANDRIAMANARIVO HARISON J., 1988, "Monographie du cantonnement des eaux et forêts Anosibe an'ala", 50 p. dactylographiées

RAZAFIARIVONY M., 1995, "Le riz, un aspect de l'identité culturelle malgache en question" in *Cultures of Madagascar : Ebb and flow of influences* by S. Evers & M. Spindler , IAS Leiden, pp. 237-247

RAZAFIARIVONY M., 1995, *Société et Littérature orale betsimisaraka d'Anosibe an'Ala : pauvreté matérielle et richesses culturelles*, Thèse de Doctorat Nouveau Régime INALCO, Paris, Tome I, 477 p.

TANTARA MIKASIKA NY RAHARAHA 1947

Ny fotoana talohany sy taoriany, ny nataon'ny Fiangonana.

Feno 50 taona ny nahazanatany Frantsay an'i Madagasikara nefa mbola tsy nahazo ny fahaleovantena ihany. Noho izany dia nisy fitakiana ny fahaleovantena ka avy amin'ny antoko politika maro no niandohan'izany, raha tsy ilaza afa-tsy ny M.D.R.M. isika.

Didy jadona tokoa ny fitondrana, na rafitra napetraky ny Fanjakana Frantsay ka tsy nisy lanjany tamin'ny maha-olona izany, fa aleo lavitra tamin'izany ny alika, ny alikam-bazaha indray no nisy lanjany. Nisy fanompoana maro samy hafa toy ny fanaovana lalana, fitrandrahana harena ankibon'ny tany, volamena sy vatsoa, manjarano, tanimanga tany Tsaravinany Firaisana Antanandehibe, Fivondronana Antanambao-Manampotsy sns ... Nisy ny fanompoana pitika *réquisition*.. Tonga herinandro na latsaka izany, vaô avy nanala 3 volana niasa tany amorontsiraka atsinanana, rehefa avy any, nanao ireny fanompoana ireny, dia tsy sahy nisehoseho sao hitan'ireo mpanao tanakana, ka dia tonga dia halefany hiverina indray. Nanao iny Canal Pangalana ny tamin'izany, ka noho ny halalanan'ny rano fa hatrany amin'ny nono, dia natao hoe Antsondrara..

Filanjana no lalana na solon'ny fiara tamin'izany, andehanan'ireo mpanao tanakana, hatramin'ny Chef de Canton no farany ambany, miakatra hatrany any amin'ny manamboninahitra ambony. Ny mpitondra fivavahana koa aza nolanjaina, ny Mompera, Presbytera, Doyen, dia nisy olona efa nahazoana lalana tamin'ny fanjakana ka nanana Certificat, mba tsy hanao fanompoana afa-tsy izany.

Ny lalana mikasika ny fiarovana tany sy ala kosa aloha dia henjana, ny afo dia nanaovana fangatahana taty aoriana. Fa tery alohan'ny 47 dia tsy nodorana ny tany novolena vary fa nisy fanaraha-maso, ny Chef-n'ny ala natahorana tokoa. Raha nisy namboly vary an-tanety ka nodorana, dia nisy fotoana nanangotana ny vary an-tanety, ireny Garde d'Indigène ireny no nasainy nanangotra azy ; ny paraky, ny toaka raha nisy nahatratrarana azy dia voakapoka vaô gadraina ary nampandoavina lamandy, ka tsy nahagaga raha voaaro ny ala tamin'izany, satria izay natao dia nisy fanaraha-maso hentitra avokoa.

Avy tamin'Atoa Kely Bertrand teo Ambodivona ity manaraka ity, nahita maso.

Hiverenana kely ny mikasika ny filanjana.

Ny mponina ao Ambodivona ankehitriny no tompon'ny tanàna Anosibe, ary izareo no anisany nilanja ireo manam-pahefana vazaha sy gasy manamboninahitra. Ny Chef de Canton, ny Chef de District, na vahiny no tonga hanao tournée, dia zareo no entina, nisy volakely karama ihany anefa tamin'izany nomen'ny fanjakana, ka 3 f 5 centimes ny karama indray andro. Tany amin'ny taona 1945 tany ho any izany.

Fa tamin'ny taona 1946 dia mba nitaky fisondrotan-karama zareo mpilanja voatokana io, ka tokony mba ho nasondrotra 5 F fa tsy 3 F 50 C. Fa raha tsy izany dia tsy handeha hilanja intsony zareo, na dia zava-tsarotra aza izany, dia nataony tokoa. Ka rehefa nantsoin' ny Chef de Poste zareo dia tsy nandeha. Yokatritzany, tezitra ny Chef de Poste ka nandefa taratasy fitoriana tany amin'ny lehibe izy, ka natao hoe nikomy ny vahoaka aty Anosibe, ary ny Chef-n'ny Ala na ny Garde de forêt koa nasainy nandefa fitarainana, fa ny tavy dia tsy natao tamin'izany. Nefa tamin'ny taona iny kosa ny mpanao politika avy tany Imerina dia nikabary hoe : "Manaôva tavy fa antsika ny tany, ka aza matahotra fa raha

ohatra ka misy voasambotra dia efa manana avocat vonona isika hanala na hanavotra izay voasambotra na aiza na aiza no igadrany". Nanao tavy tokoa ny olona, nisy katsakafo. Ny hetra naloan'ny isan-dahy dia 80 f na 16 A, ka natao in-4 nandoa, natao izany amin'ny taona.

Etsy andaniny, dia nisy ny antoko politika efa niorina M.D.R.M. Ravelomanantsoa sy Ranaivosoa Julien no filohany, Rtoa Henriette vadiny mahay teny frantsay. Ary nizarana karatra ny mpikambana, ka ny karatra (na hetra) nasainy naloa dia tsy 16 ariary na 80 f fa 20 f, Ariary 4, fa aza mandoa ny hetra 16 A fa ny 4 ariary. Nisy ihany koa Rajaofetra mpitrandraka ala nipetraka teo Fanantenana, ka tao Ambodivona ny biraon'ny M.D.R.M. nataony.

Rehefa lasa ary ny fitarainana roa sosona, araka ny voalaza tery aloha, dia nandefa miaramila gasy Garde d'Indigène marobe nidina tany Anosibe nandeha nisambotra ireo izay nanao tavy izany, ka izay noazony, dia nofatorany tamin'ny tady ka 30 lahy no indro nentina tampatorana. Hitan'ny masoko ity : Itompokolahy Tsivala teo Antandrokomby, Radona J., Rabe J. mpampianatra tamin'ny Misiona Anglikana tao Ambohitsara, Lezafy (dadany Katekista Ampasimazava), Vintsy tao Andranambolava sns sns, tsy tambo isaina, nentina nogadrana tao Moramanga izy ireo.

Koa ny fanamarihana alohan'ny hitohizan'ny tantara dia izao :

- Ny mpanao politika avy taty Imerina, tahaka nandroboka ny taty atsinanana, fa samy nanao tavy ny olona, nomeny karatra 4 ariary nefa ny nahatratrarana izany, voatoto vodibasy, nogadrana. Izay voagadra tsy nisy nanafaka, izay avocat nampanantenaina tsy nisy, ny natao iombonana tao Moramanga nivadihan'ny tany Imerina, matin'ny basy ny atsinanana indrindra fa Anosibe an'ala ankehitriny.

Razafindraibe Marechal, Betrena Generaly, Razokiny... lasa lehibe. Tsy voatanisa ireo lehibe taty nandritra ny raharahan'ny 47. Ka ny nihetsehan'ny raharahan'ny 47 taty Anosibe araka ny tantara sy ny nohitan'ny masoko, dia fahatezeran'ireo nogadrana tamin'ny tavy, dia nahatonga ny miaramilan'ny 47 namaky ny fonja tao Moramanga, ny fanompoana mafy sy ny fampijaliana dia samy anisany nitarika ny saina hiady tamin'ny hery tsy mitovy.

Ny nataon'ny Fiangonana talohan'ny 47 dia nangina, fa nanaraka izay nataon'ny fanjakana aza, nanaiky nolanjaina.

Tao anatin'ny 47 aza dia niaran'ny fanenjehana, ka nangina, niafina aza nivavaka.

Taty aoriana, dia vao mainka tsy nisy natao satria nolazaina ho fahavalo avokoa ny Malagasy rehetra, ka nataotra ny aina. Fa ny zavatra hita maso kosa dia saiky ireo nanampahaizana avy tamin'ny Sekoly Misiona, ny Katekista mpampianatra no lasa mpandika teny, sy mpanao raharaham-panjakana.

Ny nitantara sy nanao ny sombin-tantara, nahita maso : Rév. B. Vony Barison